

**Acceptabilité du confinement en population
et perception quant aux modalités de sortie du confinement
Groupe CES-covid¹- 27/04/2020**

Très peu d'études de niveau de preuve satisfaisant sont disponibles, les informations ayant nourri cette note sont pour l'essentiel issues d'enquêtes/ sondages et de témoignages relayés par la presse d'information générale. Néanmoins, les tendances qui peuvent en être dégagées sont convergentes et plutôt homogènes. De même, d'ailleurs, que les discours plus réticents qui commencent à se faire jour.

Une résilience initiale assez forte de la population française

4 enquêtes sur échantillon représentatif de la population française ont été menées, l'une par un consortium de recherche, l'autre par l'institut Ipsos pour le compte de France Soir, la troisième par un collectif de cabinets de consultants et enfin une enquête menée par l'institut Kantar

1. L'enquête COCONEL pour « Coronavirus et Confinement : Enquête longitudinale », est une enquête en ligne déployée par l'institut de sondage IFOP auprès d'un panel d'un millier de personnes représentatif de la population française adulte sur divers aspects de la crise actuelle. Conduite par un consortium de chercheurs de l'UMR Vitrome, du Centre d'investigation clinique Cochin-Pasteur, de l'École des hautes études en santé publique (EHESP) et de l'Observatoire régional de la santé Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui vise à suivre plus spécifiquement la réponse psychologique, émotionnelle et comportementale de la population française à l'épidémie de COVID-19 et au confinement.

La première vague d'enquête a été réalisée après 10 jours de confinement et portait sur la perception des personnes interrogées sur la maladie et sur la stratégie de confinement.

Parmi les résultats de cette enquête utile à la réflexion sur les impacts économiques et sanitaires du confinement et des différentes stratégies de sortie, la situation financière déclarée des répondants est un élément important. Ainsi, après seulement 10 jours de confinement, 19 % des enquêtés disaient connaître des difficultés financières dues à celui-ci. Outre l'aspect financier, la capacité à accepter le confinement, et à s'y conformer, est également liée à la géographie des lieux de confinement et la composition des habitants. A souligner ainsi que 22 % des enquêtés sont confinés seuls (rendant ainsi les questions d'isolements physique et psychologique importantes) et 9 % des enquêtés ne sont pas confinés dans leur logement habituel, ce qui peut susciter toutes sortes de difficultés à mesure que le confinement se prolonge. L'enquête, en se rapprochant de la définition que donne l'INSEE du surpeuplement¹, signale que 8 % des enquêtés sont confinés dans un logement surpeuplé (94 % à plusieurs, 6 % seuls).

Parmi les principaux résultats de l'enquête, 88 % des enquêtés estimaient que le confinement est le seul moyen efficace pour lutter contre l'épidémie, 93 % jugent qu'il devra durer encore plusieurs semaines pour être efficace (pour rappel, l'enquête a eu lieu après 10 jours de confinement), 80 % considèrent de même qu'il devra être durci pour être efficace. A noter que ces trois opinions étant socialement consensuelles.

¹ Louis Arnault, Thomas Barnay, Louise Baschet, Julia Bonastre, Isabelle Bongiovanni, Sandrine Bourguignon, Benoit Dervaux, Bruno Detournay, Florence Jusot, Sophie Larrieu, Henri Leleu, Magali Lemaitre, Sandy Leproust, Pierre Levy, Thomas Renaud, Thierry Rochereau, Catherine Rumeau-Pichon, Sandy Tubeuf, Bruno Ventelou, Jérôme Wittwer.

Pour les répondants estimant que « le confinement devra être assoupli pour être supporté », soit 22 %, les opinions sont nettement plus différenciées : un tiers des ouvriers, contre moins d'un enquêté sur dix parmi les cadres supérieurs et les professions libérales.

66 % des enquêtés estiment que le confinement est la conséquence du manque de moyens hospitaliers, et 50 % pensent qu'il aurait pu être évité par le port du masque généralisé. En outre, 66 % jugent qu'il pourrait être remplacé par des tests de dépistage généralisés.

- L'étude et l'analyse publiée par France-Soir quant à de l'impact du confinement lié au "COVID-19" sur les français, a été menée du 4 au 5 avril 2020 sur un échantillon représentatif de la population française par méthode des quotas sur les critères de sexe, âge, catégorie socio-professionnelle et répartition géographique. L'enquête a été réalisée par MIS Group pour la société Shopper Union France SAS qui publie et édite le site www.francesoir.fr. La question d'un déconfinement partiel et progressif sur la base de trois critères a ainsi été posée. Les trois critères portaient sur la zone géographique, un critère plus individualisé sur immunisation et sur la population à risque (notamment l'âge). Le niveau d'acceptation de ces stratégies était élevé, au-delà de 60%, avec plus de 72% des répondants en faveur du critère individualisé, 68% de réponses en faveur du critère géographique et enfin 64% en faveur d'une différenciation sur le critère de population à risque. Les opinions concernant une sortie de confinement fondée sur un « tracking » de la population sont plus différenciées, mais le taux global d'acceptation de cette stratégie est de l'ordre de 60% de la population interrogée.
- 3. L'enquête menée sur un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 à 80 ans, selon des critères de sexe, d'âge, de répartition CSP, de taille de commune d'habitation et de région d'habitation, réalisé en ligne entre le 6 et le 9 avril 2020 au moyen du site www.monavisur.com. Ce questionnaire montre de manière extrêmement claire comment l'acceptabilité et la compliance au confinement sont directement liées à la structure et la taille du lieu de confinement et à la profession exercée. Ainsi, sans surprise, les cadres pouvant télétravailler et résidant dans une maison avec jardin se plient plus aisément aux consignes de confinement que les personnes empêchées de travailler et donc en chômage partiel, résidant dans de petits appartements sans extérieurs. Cette enquête montre également que le motif d'angoisse pour l'avenir majoritaire concerne les conséquences économiques de la situation épidémique actuelle.
- 4. L'enquête Kantar menée en 2 vagues successives, mars et avril 2020, permet de suivre l'évolution des perceptions et des comportements dans les pays du G7 (Allemagne, Canada, France, Italie, Japon, Grande-Bretagne et Etats-Unis). L'intérêt principal de cette enquête est de mesurer les évolutions dans le temps, notamment sur les questions de confiance de la population dans les gouvernants et les décisions prises. Les conséquences perçues sur le revenu personnel et du ménage, qu'elles soient déjà constatées ou anticipées, sont également décrites. De manière un peu surprenante, la source d'information qui récolte la plus grande confiance dans la majorité des pays est le journal télévisé, largement devant les autorités gouvernementales ou les professionnels de santé.

Mais menacée par l'augmentation des critiques à l'égard de la gestion de la crise par le gouvernement

Comme le rappelle le CCNE dans son avis de 2009, repris en mars 2020, « les données scientifiques », notamment après le 11 septembre 2001 (attentats aux USA), indiquent que les citoyens opèrent des arbitrages entre la part de liberté qu'ils sont prêts à sacrifier et la sécurité qu'ils pourraient gagner « en échange ». Cette capacité d'arbitrage s'avère cependant assujettie à leur degré de confiance envers

les pouvoirs publics. Un récent rapport de Singapour², analysant notamment les expériences liées au SRAS, confirme ces éléments, ainsi que la nécessaire implication de la population dans les décisions prises pour garantir leur application, particulièrement lorsqu'elles sont restrictives ou contraignantes.

La multiplication des plaintes auprès de la Cour de Justice de la République, s'attaquant à la gestion de la crise épidémique par les différents ministres est en soi le marqueur d'une confiance dégradée à l'égard de l'autorité politique.

Les écarts au confinement constatés peuvent être liés soit à une incompréhension des discours officiels, soit à des difficultés matérielles et psychiques à s'y conformer, soit à une mise en cause de la gestion de crise. Certains discours émanant de professionnels de santé contribuent également à alimenter ce climat de suspicion.

Très peu d'éléments de haut niveau de preuve sur ce sujet, mais une analyse de plusieurs études dans [le Lancet](#) montrant notamment que, parmi les éléments permettant l'acceptation du confinement par la population figurent :

- Sa durée, la plus brève possible
- Connue à l'avance, les reports successifs semblent incompris et générateurs d'une anxiété renforcée
- La confiance de la population envers les autorités

L'enquête IFOP déjà citée, menée après 10 jours de confinement, montre que 66 % des enquêtés estiment que le confinement est la conséquence du manque de moyens hospitaliers, et 50 % pensent qu'il aurait pu être évité par le port du masque généralisé. En outre, 66 % jugent qu'il pourrait être remplacé par des tests de dépistage généralisés. Ainsi, même au début de la crise sanitaire et des premières mesures drastiques de confinement, la gestion de la crise est, pour partie du moins, critiquée.

Selon le sondage www.monavisur.fr, les Français interrogés ont une confiance modérée vis-à-vis du gouvernement (46%) et la gestion de cette crise est jugée efficace pour seulement 2 Français sur 5, les plus jeunes étant plus positifs.

L'enquête Kantar, en ce qu'elle montre les évolutions de perception de la population entre mars et avril 2020, est révélatrice d'une confiance très modérée envers les autorités gouvernementales, mais surtout d'une dégradation dans le temps. Ainsi, en matière de crédibilité comme source d'information, le gouvernement/pouvoir politique perd 6 point entre mars et avril. Toutes les questions concernant la confiance envers les décideurs et la préparation du système voient leurs scores diminuer de plusieurs points entre mars et avril. La perception d'une communication gouvernementale sur l'épidémie très ou assez bonne baisse de 13% en France, à 53%.

La perte de confiance de la population à l'égard des discours publics repose sans doute sur plusieurs éléments et se traduit par des positions parfois contradictoires :

² COVID-19 Science Report: Containment Measures NUS Saw Swee Hock School of Public Health As of 3 April 2020

- Une fraction relativement marginale a été touchée directement par la maladie, en témoigne d'ailleurs les estimations de taux de contamination en population. Selon le sondage IFOP, 73 % des Français n'ont eu jusqu'ici (26-29 mars) aucun cas confirmé ni aucun symptôme dans leur foyer comme parmi leurs proches, ni aucun contact avec une personne infectée parmi les membres de leur foyer.
- Les données du sondage « monavissur » rapporte qu'un Français sur 10 déclare avoir dans sa famille proche au moins une personne qui a été diagnostiquée infectée par le Coronavirus.
- Les multiples prises de parole en début d'épidémie, y compris de la part de scientifiques ou professionnels de santé, minimisant la gravité potentielle de la population ;
- Certains discours de professionnels de santé qui perdurent quant à la capacité à juguler le phénomène épidémique (cf. déclarations réitérées du Pr. Raoult) ;
- Des discours de ministres/responsables politiques contredits quelques heures après par les annonces officielles ;
- Un discours extrêmement ambigu et instable dans le temps quant à l'intérêt des masques, qu'il s'agisse d'ailleurs des autorités politiques ou des professionnels ; et ce d'autant plus que les stratégies mises en avant dans de nombreux pays étrangers reposent (notamment) sur l'utilisation des masques ;
- Le sentiment que les mesures de confinement ne vont être levées qu'au seul bénéfice de la relance de l'économie à court terme, au détriment de la santé des populations. Ainsi, alors que les Français se disent inquiets pour la scolarité de leurs enfants et en difficulté pour assurer la « classe à la maison », l'annonce d'une ré-ouverture des crèches, écoles, collèges et lycées au 11/05 a fait l'objet de nombreuses critiques et inquiétudes, enseignants comme parents considérant leur santé et celle de leurs enfants oubliées au profit de la seule relance économique.
- De même, alors que selon l'enquête Kantar, les conséquences économiques de l'épidémie sont un sujet de préoccupation très important des Français, ils considèrent que les mesures prises sont plus guidées par la protection de l'économie que par celle de l'état de santé de la population pour 38% d'entre eux ; perception en croissance par rapport au mois de mars (32% des répondants).
- De manière générale, la confiance dans la capacité du gouvernement à prendre les bonnes décisions s'érode pour les répondants français de l'enquête Kantar, passant de 63% en mars à 49% en avril. Ce phénomène n'est cependant pas spécifique à la France, puisqu'il concerne également l'Italie, le Japon et les Etats-Unis.

De manière générale, le discours politique s'étant considérablement reposé sur la parole des « scientifiques », toute évolution dans le discours, qui est logique au regard des connaissances scientifiques et médicales particulièrement mouvantes dans le cas d'un virus inconnu, devient motif à doute et suspicion de la part de la population. Risquant par-là de compromettre l'acceptabilité et donc l'efficacité des mesures prises.

Autant le confinement semble avoir été initialement accepté par la population comme une mesure protectrice et de court terme, autant les hypothèses qui associent la sortie du confinement à la vérification du statut sérologique et aux systèmes de « *tracking* » semblent soulever beaucoup plus de réticences voire d'opposition, en lien avec les notions de libertés publiques.

Ainsi dans le sondage France Soir, 44% des français accepteraient d'être tracés électroniquement pour éviter la propagation des virus. A l'opposé 23% trouvent cela totalement impensable ; les jeunes y étant plus opposés que les plus âgés. Ce sont les 25-34 ans qui sont le plus opposés à cette stratégie, 36% se déclarant « totalement contre ». La manière dont les premières semaines de confinement ont été vécues a un impact sur le positionnement des répondants quant à cette stratégie de « *tracking* ». Ainsi, celles dont l'activité a été totalement interrompue et qui ne peuvent pas faire de télétravail trouvent cela « totalement compréhensible ».

Et une probable incompréhension de la notion « d'isolement des cas contacts »

Si la population semble s'être montrée assez résiliente et se déclare plutôt en faveur de la poursuite d'un confinement strict, il n'est pas certain qu'une hypothèse, très forte, autorisant la sortie de confinement ait été bien comprise et, a fortiori, serait acceptée. Les autres pays (dont la Corée du Sud, qui semble avoir endigué l'épidémie) rapportent ou imaginent une sortie de confinement liée à un isolement strict des personnes malades/porteuses d'une part, mais également des personnes ayant été en contact avec ces cas suspects ou avérés. Cela renvoie aux stratégies de « *tracking* » ou d'identification des personnes ayant été en contact avec des cas avérés/suspectés de Covid-19.

Or, si plusieurs sondages semblent montrer l'acceptabilité d'un tel *tracking*, aucune étude ne s'est réellement penchée sur les conséquences de ce *tracking* et, de ce point de vue, l'acceptabilité par la population d'une telle stratégie est inconnue. En effet, pour être efficace, cette stratégie doit s'accompagner d'un isolement des cas confirmés (ce que la population générale semble accepter, au moins en théorie) mais également d'une mise en « quatorzaine » (a minima) des potentiels contacts. Ce qui veut dire, si l'on va explicitement au bout de la stratégie et sur le modèle sud-coréen, d'un isolement pendant au moins 14 jours, loin du foyer, dans un hôtel ou une structure d'accueil public. Or les échanges sur internet et au travers des réseaux sociaux montrent que la population n'a pas réellement intégré la réalité pratique d'une telle solution. Ni que sa faisabilité soit assurée.

Sans compter que, pour garantir son efficacité, cette stratégie repose sur une stricte application de l'isolement des cas suspects/confirmés, d'une stricte application de l'isolement des cas ayant été en contact et d'une compliance majoritaire voire générale au dispositif de « *tracking* ». Des sondages récents semblent montrer une assez bonne acceptabilité de ces dispositifs dans la population, sous réserve d'un strict contrôle de l'utilisation des données contrôlées et probablement aussi car l'adhésion ne dépasse pas le principe général. Dès lors que les modalités pratiques et surtout les conséquences pour les personnes qui seraient placées en isolement en raison d'un contact avec un cas contesté ou présumé sont détaillées, l'adhésion de la population est beaucoup moins certaine. Et pourtant, ce type de dispositif n'a réellement de sens que s'il est accepté/utilisé par une majorité voire la totalité de la population.

D'autres voix alertent néanmoins sur le risque à moyen terme de la mise en place de dispositions susceptibles de limiter les libertés publiques et la crainte que la situation « d'état d'urgence sanitaire » ne se banalise. Si des mesures restrictives, même lorsqu'elles sont considérées comme plus ou moins liberticides, peuvent être acceptées voire soutenues par la population en contexte exceptionnel, leur potentielle pérennisation inquiète.

La difficile acceptabilité d'une stratégie de déconfinement par type de population

S'il semble logique et acceptable de prendre des mesures particulières à destination des populations les plus fragiles ou les plus risqués, l'hypothèse de conserver un confinement partiel pour ces populations commencent à susciter de vives réactions voire des oppositions. Ainsi, le Pr. Axel Kahn, président de la Ligue contre le cancer a exprimé sa désapprobation sur les réseaux sociaux : "Garder les seniors confinés jusqu'à l'automne, jusqu'à la fin de l'année, par mesure administrative ? Et alors aussi les personnes obèses ? Grosses ? Jusqu'à quel excès de poids ? Tous les hommes, plus fragiles que les femmes ? C'est insupportable de discriminer quelqu'un en raison de sa fragilité."

De la même manière, l'Académie de médecine considère qu'il y aurait un « amalgame entre personnes âgées, personnes en situation de handicap et personnes affectées par des maladies chroniques, [qui

est] compréhensible pour un statisticien, [qui] peut être très mal vécu par les personnes humaines ainsi cataloguées ».

A noter que dans le sondage France Soir, même si les stratégies de sortie de confinement en fonction du profil de risque et notamment de l'âge récoltent une approbation globale de 60%, ce sont les personnes les plus âgées qui y sont le moins favorables, à 57%.

Le gouvernement et le Conseil scientifique Covid-19 en charge de lui apporter des conseils scientifiques ont d'ailleurs dû adoucir ce discours sur les populations à risque, et particulièrement les personnes âgées, appelant à la notion de « responsabilité individuelle » de chacun en fonction de ses activités et de son état de santé, plus qu'à une mesure générale et collective.

La ré-ouverture annoncée des crèches, écoles, collèges et lycées, alors même que l'enseignement supérieur resterait « confiné » est perçue comme une mesure à visée strictement (et péjorativement) économique ; mesure dont l'objectif principal est vécu comme devant permettre aux parents de reprendre une activité professionnelle classique. Les enseignants se déclarent inquiets et se sentent dévalorisés dans un rôle de « garde d'enfants », alors même que les difficultés des parents à suivre la scolarité à la maison de leurs enfants avaient contribué à améliorer notablement l'image du corps enseignant dans la population. Mal organisée ou trop précoce, cette mesure pourrait donc s'avérer très contre-productive, mettant une portion importance des actifs en porte-à-faux.

Enfin, la question, encore peu abordée dans les enquêtes et les médias, des transports en commun commence à émerger. Il semble en effet extrêmement complexe de garantir le respect des distances de « sécurité », particulièrement dans les grandes villes (5M de voyageurs par jour en Ile-de-France). L'image diffusée récemment d'un avion plein, sans aucun respect de la distanciation, est perçue par beaucoup comme le marqueur d'un arbitrage impossible entre la sécurité des personnes et la rentabilité des transports.

Au final, le point de rassemblement le plus complet et le plus à même de recueillir l'assentiment de la population pour un dé-confinement en l'absence de traitement/vaccin contre le Covid, demeure dans la mise à disposition de protections individuelles, et notamment des masques. Les stratégies de déconfinement annoncées dans les pays étrangers mettent d'ailleurs en avant la capacité des pays à fournir massivement à leur population des masques nécessaires et les tests permettant de connaître le statut de chacun à l'égard du Covid.

Cependant, les questions d'immunité individuelle et notamment le fait de disposer, après une infection au Covid, d'anti-corps en quantité suffisante pour ne pas risquer une nouvelle infection, commencent à émerger et risquent de peser très lourdement sur l'acceptabilité de stratégies de déconfinement qui, nécessairement, conduiront à exposer une population plus importante à la circulation virale.

Le déconfinement par région : difficultés pratiques, refus ou inutilité ?

L'idée d'une sortie de confinement progressive et par région se fait jour, en se fondant sur l'épidémiologie de l'épidémie à Covid-19 selon les régions, qui sont touchées de manières assez hétérogènes. Cette stratégie est relativement contestée, recueillant l'assentiment d'un certain nombre de maires/représentants de collectivités territoriales, mais aussi l'opposition d'une partie de l'espace public. Opposition de principe d'abord, la République étant une et indivisible, les différenciations régionales sont mal acceptées par beaucoup, au nom d'une égalité de traitement de l'ensemble des citoyens sur l'ensemble du territoire national. Ce principe politique est par ailleurs soutenu par un certain nombre d'épidémiologistes et de responsables de santé publique, qui n'y voient

aucun intérêt au regard de la dynamique de l'épidémie, les régions étant touchées par l'épidémie de manière différente, mais toutes assez faiblement (au regard de la proportion de la population touchée). Une des principales difficultés de cette stratégie réside dans les modalités opérationnelles et notamment la capacité et l'intérêt d'instaurer des « frontières » +/- étanches entre les régions, alors même qu'un des enjeux majeurs de la sortie de confinement réside dans la relance de l'économie, et ce que cela emporte en termes social et sanitaire. Difficile à mettre en œuvre, difficile à comprendre et accepter pour la population française, extrêmement attachée au principe d'égalité des droits sur l'ensemble du territoire, pas nécessairement utile au plan épidémiologique, cette mesure semble complexe à porter. Pour autant, elle porte en elle la limitation du brassage des populations, et surtout la capacité de notre système à trouver des solutions adaptées à chaque territoire/bassin de vie. Reste que la région, au sens administratif du terme, n'est pas forcément le bon niveau, mais que la prise en compte des situations territoriales (ou populationnelles) particulières est essentielle à l'acceptabilité des décisions qui seront prises. (Cf. prise de position de l'AMF, etc.)

Références

1. EU calls on countries to coordinate lockdown exit strategies [14.04] [En ligne] 2020. <https://www.swissinfo.ch/eng/eu-calls-on-countries-to-coordinate-lockdown-exit-strategies/45688512>
2. Coronavirus. Anne Hidalgo propose au gouvernement un plan pour le déconfinement parisien. Ouest France 2020;9 avril
3. Baromètre Coronavirus. Résultats de la vague 1. Réalisé auprès de 1 000 personnes du 6 au 9 avril 2020. Panel MonAviSur - 13 avril 2020 [En ligne] 2020. www.monavisur.com
4. Environ 18 millions de personnes resteront confinées après le 11 mai (Pr Delfraissy). APM News 2020;15 avril
5. Plus d'un quart de la population française anxieuse. APM News 2020;10 avril
6. Académie nationale de Médecine. Covid-19 : sortie du confinement. Communiqué de l'Académie nationale de Médecine. 5 Avril 2020 ; 2020. <http://www.academie-medecine.fr/wp-content/uploads/2020/04/20.4.5-Covid-19-Sortie-du-confinement.pdf>
7. Académie nationale de Médecine. Sortie de l'épidémie de Covid-19 Pour une méthodologie de déconfinement respectueuse de l'Humain. 15 avril ; 2020. <http://www.academie-medecine.fr/wp-content/uploads/2020/04/20.4.15-Seniors-et-d%C3%A9confinement-FINAL.pdf>
8. Commission européenne. Coronavirus: la feuille de route européenne prépare le terrain en vue d'une levée commune des mesures de confinement [En ligne]. Bruxelles: EC; 2020. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_652
9. Commission européenne. Une feuille de route européenne pour la levée des mesures de confinement liées à la pandémie de coronavirus [14.04] [En ligne]. Bruxelles: EC; 2020. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_652

10. Commission européenne. Feuille de route européenne commune pour la levée des mesures visant à contenir la propagation de la COVID-19 [15.04] [En ligne]. Bruxelles: EC; 2020.
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/joint_eu_roadmap_lifting_covid19_containment_measures_fr.pdf
11. Conseil scientifique COVID-19. Etat des lieux du confinement et critères de sortie. Avis du Conseil scientifique COVID-19. 2avril 2020 [En ligne] 2020.
https://solidarites.sante.gouv.fr/IMG/pdf/avis_conseil_scientifique_2_avril_2020.pdf
12. Consortium COLONEL, UMR Vitrome, Centre d'investigation clinique en vaccinologie Cochin Pasteur, École des hautes études en santé publique (EHESP), Observatoire régional de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur. Étude COCONEL : un consortium de chercheurs analyse le ressenti et le comportement des français face à l'épidémie de COVID-19 et au confinement. 2020;
13. European Commission. Joint European roadmap towards lifting COVID-19 containment measures. Brussels: EC; 2020.
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication_a_european_roadmap_to_lifting_coronavirus_containment_measures_0.pdf
14. Fondation IFRAP. Tour d'Europe des scénarios de déconfinement [15 avril] [En ligne] 2020.
<https://www.ifrap.org/europe-et-international/tour-deurope-des-scenarios-de-deconfinement>
15. Institut d'études opinion et marketing en France et à l'international, Consortium COCONEL. Coronavirus et confinement : Enquête longitudinale (vague 1) [En ligne] 2020.
<https://www.ifop.com/publication/coronavirus-et-confinement-enquete-longitudinale-vague-1/>
16. Institut d'études opinion et marketing en France et à l'international, Consortium COCONEL. Confinement et conditions de vie. Note de synthèse n°1. Etude Coconel [En ligne] 2020.
<https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2020/04/Note-n1-confinement-conditions-de-vie-2.pdf>
17. Institut d'études opinion et marketing en France et à l'international, Consortium COCONEL. Enquête COCONEL : les Français et l'épidémie de Covid-19 (vague 1) [En ligne]. Paris: IFOP; 2020.
https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2020/04/117272_COROV12_1_30032020-ENS-1.pdf
18. Institut d'études opinion et marketing en France et à l'international, Consortium COCONEL. Coronavirus et confinement : Enquête longitudinale (vague 2) [En ligne]. Paris: IFOP; 2020.
<https://www.ifop.com/publication/coronavirus-et-confinement-enquete-longitudinale-vague-2/>
19. Institut d'études opinion et marketing en France et à l'international, Consortium COCONEL. Enquête COCONEL : les Français et l'épidémie de Covid-19 (vague 2) [En ligne]. Paris: IFOP; 2020.
https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2020/04/117272_COROV34_1_02042020-ENS-1.pdf
20. Institut d'études opinion et marketing en France et à l'international, Consortium COCONEL. Impact sur la santé mentale - Acceptabilité d'un futur vaccin. Note de synthèse n° 2. 2020;
21. Institut national de la santé et de la recherche médicale, Di Domenico L, Colizza V, Pullano G, Sabatini CE, Boëlle PY. Currently under screening at medRxiv.org1epicx-lab.com Expected impact of lockdown in Île-de-France and possible exit strategies. Report #9 [12 04 2020]. Paris: INSERM; 2020.
https://www.epicx-lab.com/uploads/9/6/9/4/9694133/inserm-covid-19_report_lockdown_idf-20200412.pdf
22. Lehoux E. Les enjeux techniques, politiques et démocratiques de la réouverture des écoles [En

ligne] 2020. <https://blogs.mediapart.fr/erwan-lehoux/blog/150420/les-enjeux-techniques-politiques-et-democratiques-de-la-reouverture-des-ecoles>

23. Méro F. Déconfinement A chacun sa méthode. Le Parisien 2020;20 avril

24. Ordre national des infirmiers. L'Ordre National des Infirmiers formule des recommandations de mesures prioritaires pour le déconfinement. [22/04]. Paris: ONI; 2020. <https://www.ordre-infirmiers.fr/actualites-presse/articles/covid-19-recommandations-de-mesures-prioritaires-pour-le-deconfinement.html>

25. The Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). Testing for covid-19: A way to lift confinement restrictions. Updated 16 April 2020 : OECD; 2020. https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129658-l62d7lr66u&title=Testing-for-COVID-19-A-way-to-lift-confinement-restrictions